

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre des actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-001024-195

DATE : 12 juin 2025

---

**SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE SYLVAIN LUSSIER, J.C.S.**

---

**F.N.**, en sa qualité de tuteur de l'enfant **L.N.**  
et  
**JO.Z.**  
et  
**R.G**  
Demandeurs

c.  
**EPIC GAMES CANADA ULC**  
et  
**EPIC GAMES INC.**  
et  
**EPIC GAMES INTERNATIONAL S.À.R.L.**

Défenderesses

---

**JUGEMENT**

---

JL-4908

[1] **LE TRIBUNAL**, saisi de la *Demande des parties demanderesses afin d'autoriser un protocole de diffusion et d'ordonner la publication des avis aux membres*, après étude du dossier; et

[2] **VU** les pièces R-1 à R-3;

[3] **VU** le consentement des défenderesses;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[4] **ACCUEILLE** la *Demande des parties demanderesses afin d'autoriser un protocole de diffusion et d'ordonner la publication des avis aux membres*;

[5] **APPROUVE** le contenu des Avis aux membres annexés au présent jugement, dans leurs versions françaises et anglaises et dans leurs versions intégrales et sommaires (pièces R-1 et R-2);

[6] **APPROUVE** la Version abrégée en français suivante de l'Avis aux membres, qui sera publiée dans les différents journaux énumérés ci-après :

« À toutes personnes au Québec qui ont développé une dépendance au jeu vidéo Fortnite: Battle Royale.

ou

À toutes personnes au Québec ayant procédé seules à des achats intégrés à l'aide de la monnaie virtuelle V-Bucks dans Fortnite, alors qu'elles étaient âgées de moins de 18 ans.

Le 7 décembre 2022, la Cour supérieure du Québec a rendu un jugement, dans le dossier de la Cour supérieure numéro 500-06-001024-195 autorisant une action collective contre Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. et Epic Games International S.À.R.L.

Consultez le site web [www.calexboutique.com/action-collectives](http://www.calexboutique.com/action-collectives) pour de plus amples détails et s'assurer de vos droits, notamment la possibilité de vous retirer de l'action collective. »;

[7] **APPROUVE** la Version abrégée en anglais suivante de l'Avis aux membres, qui sera publiée dans le journal The Gazette :

« To all persons in Québec who have developed an addiction to the video game Fortnite: Battle Royale.

or

To all persons in Québec who, while under the age of 18, made in-game purchases in Fortnite using V-Bucks.

On December 7, 2022, the Superior Court of Québec rendered a judgment, in Superior Court file number 500-06-001024-195, authorizing a class action against Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc and Epic Games International S.À.R.L..

Visit the website <https://www.calexboutique.com/class-actions> for more details and to ensure your rights, in particular the possibility to opt out of the class action. ».

- [8] **ORDONNE** que la Version abrégée en français de l'Avis aux membres soit publiée une fois dans l'édition du samedi des journaux suivants :
- a) La Presse +;
  - b) Le Journal de Montréal;
  - c) Le Journal de Québec.
- [9] **ORDONNE** que la Version abrégée en anglais de l'Avis aux membres soit publiée une fois dans l'édition du samedi du journal The Gazette;
- [10] **ORDONNE** que les Avis aux membres, en version sommaire et intégrale, en anglais et en français, soient publiés sur la page internet créée aux fins de l'action collective sur le site web des avocats des Demanderesses, soit le [www.calexboutique.com/action-collectives](http://www.calexboutique.com/action-collectives);
- [11] **ORDONNE** que la Version abrégée en français et la Version abrégée en anglais des Avis aux membres soient diffusés par une campagne publicitaire numérique Meta (Facebook et Instagram), pour une période de 20 jours, le tout conformément au plan de diffusion à la **pièce R-3**;
- [12] **FIXE** le délai d'exclusion à 60 jours suivant la publication des Avis aux membres, délai auquel les membres qui n'ont pas exercé leur droit d'exclusion seront réputés avoir choisi de participer à la présente action collective et seront liés par tout jugement qui sera rendu dans la présente action collective;
- [13] **ORDONNE** que tout membre qui se sera valablement exclu de la présente action collective cesse de faire partie du groupe des membres, n'y participe plus, et n'ait plus l'occasion d'y participer dans le futur;

[14] **LE TOUT** sans frais, à l'exception des frais de justice contre les Défenderesses liées au jugement d'autorisation de l'action collective et la publication des avis aux frais des Défenderesses.

**Sylvain**  
**Lussier**

Signature  
numérique de  
Sylvain Lussier  
Date : 2025.06.12  
13:45:33 -04'00'

---

**SYLVAIN LUSSIER, J.C.S.**

Me Jean-Philippe Caron  
Me Alessandra Esposito Chartrand  
Me Gabriel Bois  
Me Janique Soucy  
Calex Legal  
**PROCUREURS DES DEMANDEURS**

Me Nick Rodrigo  
Me Faiz Lalani  
Me Pauline Beaupré  
Davies Ward Phillips & Vineberg  
**PROCUREURS DES DÉFENDERESSES**

Date d'audience : 12 juin 2025

**PIÈCE R-1**

## AVIS D'ACTION COLLECTIVE

N° à la Cour : 500-06-001024-195

---

**Est-ce que vous, ou votre enfant mineur, avez développé une dépendance au jeu vidéo  
Fortnite : Battle Royale au Québec?**

**ET/OU**

**Avez-vous, alors que vous aviez moins de 18 ans, ou votre enfant mineur a-t-il effectué  
un achat dans le jeu Fortnite en utilisant des V-Bucks au Québec?**

Si oui, vous êtes peut-être membre d'une action collective.

---

**Quel est l'objet de cette action collective?** Cet avis concerne l'autorisation par la Cour supérieure du Québec (la « Cour ») d'une action collective contre Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. et Epic Games International S.À.R.L. (les « Défenderesses ») ayant comme objet le jeu vidéo Fortnite : Battle Royale (« Fortnite »).

Dans le cadre de cette action collective, F.N. (tuteur légal de l'enfant L.N.), JO.Z. et R.G. (les « Demandeurs ») allèguent que Fortnite provoque des effets néfastes sur la santé, soit un risque de dépendance au jeu Fortnite. Les Demandeurs réclament des dommages-intérêts pour eux-mêmes et pour les membres du Groupe 1, décrit ci-dessous.

Les Demandeurs allèguent également que les achats effectués par des mineurs seuls dans Fortnite à l'aide de la monnaie virtuelle V-Bucks ont un caractère lésionnaire. Les Demandeurs réclament des dommages-intérêts pour eux-mêmes et pour les membres du Groupe 2, décrit ci-dessous, par le biais de l'annulation et le remboursement de ces achats.

Le 7 décembre 2022, la Cour a autorisé l'action collective contre les Défenderesses.

**Ce jugement pourrait entraîner des conséquences sur vos droits, que vous agissiez ou non. Veuillez lire cet avis attentivement.**

Le jugement d'autorisation ne détermine d'aucune façon la responsabilité des Défenderesses. Les allégations soulevées dans le cadre de cette action collective n'ont pas été prouvées. Les Défenderesses nient toute responsabilité et feront valoir leurs moyens de défense au procès.

**Qui est membre ?** Vous êtes un membre de l'action collective si vous remplissez les conditions du Groupe 1 ou du Groupe 2 :

- Groupe 1 :** Toutes les personnes physiques ou leur représentant légal ou leur tuteur, domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec qui, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017, ont développé, après avoir joué au jeu vidéo Fortnite, une dépendance, soit une perte de contrôle sur le jeu ou une priorisation de celui-ci, ayant entraîné des répercussions dommageables sur l'un des domaines d'activité suivant : activités personnelles, activités familiales, activités sociales, activités éducatives, activités professionnelles ou autres domaines importants du fonctionnement.

AVIS D'ACTION COLLECTIVE



2. **Groupe 2 :** Toutes les personnes physiques domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec, qui alors qu'elles étaient âgées de moins de 18 ans, ont fait seules des achats intégrés à l'aide de V-Bucks, leurs tuteurs ou représentants légaux.

**Que dois-je faire pour faire partie de cette action collective ?** Vous êtes automatiquement inclus dans l'action collective si vous êtes membre de l'un des groupes décrits ci-haut. Vous n'avez donc rien à faire pour le moment si vous désirez être représenté par les Demandeurs et leurs avocats dans cette action collective.

**Y a-t-il des frais pour les membres d'une action collective ?** Non. Les avocats seront payés à partir des sommes qui pourraient être recouvrées dans le cadre de l'action collective, s'il y a lieu. Le Tribunal décidera du caractère raisonnable des honoraires des avocats des Demandeurs qui ne pourront excéder 30% des sommes recouvrées par jugement ou par règlement hors cour. De plus, si vous n'êtes pas un intervenant pas à cette procédure, vous ne pouvez pas être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

**Que pouvez-vous faire si vous souhaitez vous exclure de cette action collective ?** Vous pouvez vous exclure de cette action collective en envoyant un avis d'exclusion par courrier recommandé ou certifié au Greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal dans les 30 jours suivant la publication de cet avis. La date limite pour ce faire est le [•].

Si vous choisissez de vous exclure :

- Vous conservez le droit de poursuivre les Défenderesses personnellement;
- Vous ne serez pas lié par les jugements ou règlements à intervenir dans l'action collective;

- Vous n'obtiendrez aucune indemnité si le tribunal accueille l'action collective ou si une entente est conclue.

**Où acheminer votre avis d'exclusion ?** L'avis devra être acheminé aux adresses suivantes :

**Greffier de la Cour supérieure du Québec**

Dossier : 500-06-001024-195  
Palais de justice de Montréal  
1, rue Notre-Dame Est, Bureau 1.120  
Montréal (Québec) H2Y 1B6

**CaLex Légal Inc.**

1625, rue Sainte-Catherine O, suite 300  
Montréal (Québec) H3H 1L8  
Courriel: [jpc@calex.legal](mailto:jpc@calex.legal)

**Où obtenir plus d'informations ?** Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur l'action collective et consulter les actes de procédures résumés dans le présent avis en consultant le *Registre des actions collectives de la Cour supérieure du Québec*, que vous trouverez en ligne au lien suivant :

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDossier=500-06-001024-195>

La référence du dossier est la suivante :

*F.N., J.OZ. et R.G. c. Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. et Epic Games International S.A.R.L.*, No 500-06-001024-195, Cour supérieure du Québec, district de Montréal.

**Quelle est la prochaine étape ?** Le Tribunal entendra le dossier sur le fond. Un règlement ou un jugement pourrait donner gain de cause aux groupes.

Pour plus de détails et d'information, appelez au (514) 548-3023, ou consultez le site web [www.calexboutique.com/action-collectives](http://www.calexboutique.com/action-collectives).

AVIS D'ACTION COLLECTIVE



**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
Court Number: 500-06-001024-195

---

**Have you or your minor child developed an addiction to the video game Fortnite: Battle Royale in Québec?**

**AND/OR**

**Did you while you were under the age of 18 years or did your minor child make an in-game purchase in Fortnite using V-Bucks in Québec?**

If so, you may be a part of a class action.

---

**What is this class action about?** This notice concerns the authorization by the Superior Court of Québec (the “**Court**”) of a class action against Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. and Epic Games International S.À.R.L. (the “**Defendants**”) regarding the video game Fortnite: Battle Royale (“**Fortnite**”).

In this class action, F.N. (legal tutor of the minor L.N.), JO.Z. and R.G. (the “**Plaintiffs**”) allege that Fortnite causes adverse health effects, that is, the risk of addiction. The Plaintiffs seek damages for themselves and members of Class 1, described below.

The Plaintiffs also allege that in-game purchases made by minors in Fortnite using V-Bucks constitute lesion. The Plaintiffs seek damages for themselves and members of Class 2, described below, through the cancellation and reimbursement of these purchases.

On December 7, 2022, the Court authorized the class action against the Defendants. **This judgment may affect your rights whether or not you act. Please read this notice carefully.**

The authorization judgment does not in any way determine the liability of the Defendants. The allegations in the class action have not been proven. The

Defendants deny liability and will assert their defences at trial.

**Who is a class member?** You are a class member if you meet the conditions of Class 1 or Class 2:

1. **Class 1:** All natural persons and/or their legal representatives and/or their legal tutors, domiciled or having been domiciled in Québec, who since September 1, 2017, have developed, after playing the video game Fortnite, an addiction, that is, impaired control over gaming and/or a prioritization thereof, having had harmful repercussions on any of the following spheres of activity: personal activities, family activities, social activities, educational activities, professional activities or other important areas of functioning.
2. **Class 2:** All natural persons domiciled or having been domiciled in Québec, who while they were under the age of 18, made in-game purchases using V-Bucks, and/or their legal tutors or legal representatives.

**What do I need to do to be part of this class action?** You are automatically included in the class action if you are a member of one of the classes described above. You therefore have nothing to do for the moment if you wish to be represented by

NOTICE OF A CLASS ACTION



the Plaintiffs and their lawyers in this class action.

**Are there any fees for the class members of the class action?** No. The lawyers will be paid from the amounts that may be recovered in the class action, if any. The Court will determine the reasonableness of the Plaintiffs' lawyers' fees, which may not exceed 30% of the amounts recovered by judgment or out-of-court settlement. In addition, if you are not an intervener in this proceeding, you cannot be held liable for any legal costs regarding this class action.

**What can you do if you wish to exclude yourself from this class action?** You can exclude yourself from this class action by sending a notice to the Clerk of the Superior Court of Québec, District of Montréal, by registered or certified mail within 30 days of the publication of this notice. The deadline for doing so is [●].

If you choose to exclude yourself:

- You keep your right to sue the Defendants personally;
- You will not be bound by the judgments or settlements to be rendered in the context of this class action;
- You will not receive compensation if the Court orders damages in the class action or if a settlement is reached with the Defendants.

**Where do you send your notice?** The notice to exclude yourself must be sent to the following addresses:

**Clerk of the Superior Court of Québec**  
File: 500-06-001024-195  
Montreal Courthouse  
1 Notre Dame Street E., Office 1.120  
Montreal (Québec) H2Y 1B6

**CaLex Légal Inc.**

1625, Sainte-Catherine Street W., Office 300  
Montreal (Québec) H3H 1L8

E-mail: [jpc@calex.legal](mailto:jpc@calex.legal)

**Where to obtain more information?** You can obtain more information on the class action and consult the proceedings summarized in this notice by consulting the *Registre des actions collectives de la Cour supérieure du Québec*, which you will find online at the following link:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDossier=500-06-001024-195>

The reference for the file is the following:  
*F.N., J.OZ. et R.G. c. Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. et Epic Games International S.A.R.L.*, No 500-06-001024-195, Superior Court of Québec, District of Montréal.

**What is the next step?** The Court will hear the case on the merits. A settlement or judgment could be reached in favour of the classes.

For more details and information call (514) 548 3023, extension 2 or visit the website [www.calexboutique.com/class-actions](http://www.calexboutique.com/class-actions).

NOTICE OF A CLASS ACTION



**PIÈCE R-2**

## AVIS D'ACTION COLLECTIVE

N° à la Cour : 500-06-001024-195

Publié le [●]

---

**Est-ce que vous, ou votre enfant mineur, avez développé une dépendance au jeu vidéo Fortnite : Battle Royale au Québec?**

**ET/OU**

**Avez-vous, alors que vous aviez moins de 18 ans, ou votre enfant mineur a-t-il effectué un achat dans le jeu Fortnite en utilisant des V-Bucks au Québec?**

Si oui, vous êtes peut-être membre d'une action collective.

---

### L'ACTION COLLECTIVE

Le 7 décembre 2022, la Cour supérieure du Québec a autorisé le dépôt d'une action collective contre Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. et Epic Games International S.À.R.L. (les « **Défenderesses** ») et a désigné F.N., en sa qualité de tuteur légal de l'enfant L.N., JO.Z. et R.G., (les « **Demandeurs** ») comme représentants des groupes ci-après décrits. L'action collective sera entendue dans le district judiciaire de Montréal.

Les Demandeurs cherchent à obtenir, pour eux ainsi que tous les membres des groupes décrits ci-après, des dommages-intérêts compensatoires et des dommages punitifs d'un montant à être déterminé.

**Le jugement autorisant l'action collective pourrait entraîner des conséquences sur vos droits, que vous agissiez ou non. Ces droits – et la date limite pour les exercer – sont expliqués dans cet avis. Veuillez donc le lire attentivement.**

Le jugement d'autorisation ne détermine d'aucune façon la responsabilité des Defenderesses. Les allégations soulevées dans le cadre de cette action collective n'ont pas été prouvées. Les Defenderesses nient toute responsabilité et feront valoir leurs moyens de défense au procès.

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du *Code de procédure civile*)



## CONTENU DU PRÉSENT AVIS

POURQUOI CET AVIS EST-IL PUBLIÉ?.....	2
QUEL EST L'OBJET DE CETTE POURSUITE?.....	2
POURQUOI S'AGIT-IL D'UNE ACTION COLLECTIVE? .....	3
COMMENT PUIS-JE SAVOIR SI JE SUIS MEMBRE DE L'UN DES GROUPES? .....	3
JE NE SUIS TOUJOURS PAS CERTAIN D'ÊTRE MEMBRE DE L'UN DES GROUPES .....	5
VOS DROITS RELATIVEMENT À CETTE ACTION COLLECTIVE .....	5
Premier choix : ne rien faire .....	5
Deuxième choix : vous exclure .....	5
PUIS-JE INTERVENIR DANS LA PROCÉDURE DE CETTE ACTION COLLECTIVE? .	6
INFORMATIONS.....	7
LES PROCHAINES ÉTAPES.....	7
LES CONCLUSIONS RECHERCHÉES PAR L'ACTION COLLECTIVE .....	9
Y-A-T-IL DES FRAIS POUR LES MEMBRES D'UNE ACTION COLLECTIVE? .....	10

## POURQUOI CET AVIS EST-IL PUBLIÉ?

Le 7 décembre 2022, la Cour a autorisé le dépôt d'une action collective contre les Défenderesses et a désigné les Demandeurs comme représentants des groupes. L'action sera entendue dans le district judiciaire de Montréal.

Cet avis explique le fonctionnement de l'action collective, qui se qualifie comme membre des groupes, ainsi que vos droits.

## QUEL EST L'OBJET DE CETTE POURSUITE?

Les Demandeurs allèguent que les Défenderesses ont commis des fautes dans le cadre du développement, de la fabrication, de la publication, de la mise en marché et de la commercialisation du jeu Fortnite : Battle Royale (« **Fortnite** »), et, par conséquent, les Demandeurs font valoir des réclamations en vertu du *Code civil du Québec*, de la *Loi sur la protection du consommateur* et de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du *Code de procédure civile*)



Dans un premier temps, les Demandeurs allèguent que Fortnite provoque des effets nocifs sur la santé, soit un risque de dépendance. Les Demandeurs prétendent que les Défenderesses connaissaient ou auraient dû connaître les risques de dépendance posés par Fortnite. Également, les Demandeurs allèguent que les Défenderesses ont omis et/ou négligé de divulguer les risques et les dangers allégués associés à l'utilisation de Fortnite.

Dans un deuxième temps, les Demandeurs allèguent que les achats intégrés dans Fortnite faits à l'aide de « V-Bucks » sont de nature lésionnaire puisque les V-Bucks, qui servent à acheter des « skins », soit des accessoires pour les personnages de Fortnite, n'ont aucune réelle valeur tangible, selon ce qu'allègue les Demandeurs. Les Demandeurs soulèvent donc que les achats intégrés par l'entremise de V-Bucks effectués par des mineurs doivent être annulés et remboursés.

Cette action collective vise plus particulièrement à obtenir un jugement ordonnant aux Défenderesses de verser à chacun des membres une somme à déterminer à titre de dommages-intérêts, ainsi que des dommages punitifs.

#### POURQUOI S'AGIT-IL D'UNE ACTION COLLECTIVE?

L'action collective a été introduite par les Demandeurs au nom de tous les membres des groupes décrits ci-bas.

En effet, dans une action collective, une ou des personnes appelée(s) « Représentant(s) du groupe » intente(nt) une poursuite judiciaire au nom de tous ceux qui ont subi un préjudice semblable et qu'on appelle le « Groupe ». Les Demandeurs en l'espèce représentent donc tous les membres des groupes au Québec.

Une action collective permet aux tribunaux de trancher les questions en litige pour tous les membres des groupes, sauf pour ceux qui choisissent de s'exclure du groupe.

#### COMMENT PUIS-JE SAVOIR SI JE SUIS MEMBRE DE L'UN DES GROUPES?

Cette action collective a été autorisée pour le compte des personnes faisant partie des groupes suivants :

**Groupe 1.** *Toutes les personnes physiques ou leur représentant légal ou leur tuteur, domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec, qui depuis le 1er septembre 2017, ont développé, après avoir joué au jeu vidéo « FORTNITE BATTLE ROYALE » développé, fabriqué, publié, mis en marché et commercialisé par les Défenderesses, une dépendance, soit une perte de contrôle sur le jeu et/ou une priorisation de celui-ci, ayant*

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du Code de procédure civile)



eu des répercussions dommageables sur l'une ou l'autre des sphères d'activités suivantes :

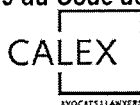
- a. activités personnelles;
- b. activités familiales;
- c. activités sociales
- d. activités éducatives;
- e. activités professionnelles; ou
- f. autres domaines importants du fonctionnement.

**Groupe 2.** Toutes les personnes physiques domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec, qui alors qu'elles étaient âgées de moins de 18 ans, ont fait seules des achats intégrés à l'aide de VBUCKS, ou leurs tuteurs ou représentants légaux.

Vous êtes membre de l'action collective si vous répondez à toutes les conditions suivantes du Groupe 1 ou du Groupe 2 :

GROUPE 1	GROUPE 2
(1) Vous êtes une personne physique;  ET/OU  Vous êtes le représentant légal ou le tuteur de cette personne physique;	(1) Vous êtes une personne physique;  ET/OU  Vous êtes le représentant légal ou le tuteur de cette personne physique;
(2) Vous êtes domiciliées ou vous étiez domiciliées au Québec;	(2) Vous domiciliées ou vous étiez domiciliées au Québec;
(3) Vous jouez ou vous avez joué à Fortnite : Battle Royale;	(3) Vous, ou le mineur pour qui vous êtes le représentant légal et/ou le tuteur, avez fait des achats intégrés dans Fortnite à l'aide de V-Bucks;
(4) Vous avez développé une dépendance à Fortnite, soit une perte de contrôle sur le jeu et/ou une priorisation de celui-ci, ayant entraîné des répercussions sur l'une des sphères de vie suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- activités personnelles</li> <li>- activités familiales</li> <li>- activités sociales</li> <li>- activités éducatives</li> <li>- activités professionnelles</li> </ul>	(4) Les achats intégrés dans Fortnite à l'aide de V-Bucks ont été réalisés alors que vous étiez mineur (c'est-à-dire âgé de moins de 18 ans) ou ont été effectués par le mineur dont vous vous êtes le représentant légal et/ou le tuteur alors qu'il était âgé de moins de 18 ans.

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du Code de procédure civile)



- autres domaines importants  
du fonctionnement.

**JE NE SUIS TOUJOURS PAS CERTAIN D'ÊTRE MEMBRE DE L'UN DES GROUPES**

Si vous n'êtes toujours pas certain d'être membre de l'un des groupes ou pour toute autre question, vous pouvez appeler au (514) 548-3023 ou consulter le site web [www.calexboutique.com](http://www.calexboutique.com).

**VOS DROITS RELATIVEMENT À CETTE ACTION COLLECTIVE**

Vous êtes automatiquement inclus dans l'action collective si vous êtes membre de l'un des groupes décrits ci-haut. Vous n'avez donc rien à faire pour le moment si vous désirez être représenté par les Demandeurs et leurs avocats dans cette action collective.

Ainsi, si vous êtes visés par cette action collective, deux choix s'offrent à vous :

**Premier choix : ne rien faire**

Si vous choisissez de ne rien faire :

1. Vous renoncez au droit de poursuivre les Défenderesses personnellement pour ces causes d'actions;
2. Vous serez lié par les jugements (incluant le rejet de l'action collective) ou règlements à intervenir dans cette action collective;
3. Vous pourriez obtenir une indemnité si la Cour accueille l'action collective ou si une entente est conclue avec les Défenderesses.

**Deuxième choix : vous exclure**

Si vous choisissez de vous exclure :

1. Vous conservez le droit de poursuivre les Défenderesses personnellement;
2. Vous ne serez pas lié par les jugements ou règlements à intervenir dans cette action collective;

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du Code de procédure civile)



3. Vous n'obtiendrez aucune indemnité si la Cour accorde des dommages-intérêts dans le cadre de cette action collective ou si une entente est conclue.

Si vous ne voulez pas être représenté par les Demandeurs, vous pouvez vous exclure de cette action collective en envoyant un **avis au Greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal** par courrier recommandé ou courrier certifié dans les 30 jours de la publication du présent avis, qui a été publié le [●].

L'avis signé devra contenir les renseignements suivants :

- Le numéro de dossier de l'action collective : 500-06-001024-195;
- Votre nom et prénom ainsi que votre adresse civique et numéro de téléphone;
- Une déclaration à l'effet que vous voulez vous exclure de l'action collective.

L'avis devra être acheminé à l'adresse suivante avec copie à CaLex Légal Inc., avocats des Demandeurs, à l'adresse suivante :

**Greffier de la Cour supérieure du Québec**

Dossier : 500-06-001024-195  
Palais de justice de Montréal  
1, rue Notre Dame Est, Bureau 1.120  
Montréal (Québec) H2Y 1B6

**CaLex Légal Inc.**

1625 rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 300  
Montréal (Québec) H3H 1L8  
Courriel: [jpc@calex.legal](mailto:jpc@calex.legal)

**ATTENTION** : Veuillez noter que tout membre qui a déposé une demande judiciaire individuelle ayant le même objet que l'action collective est réputé s'exclure des groupes s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion, soit 30 jours après la publication du présent avis, qui a été publié le [●].

**PUIS-JE INTERVENIR DANS LA PROCÉDURE DE CETTE ACTION COLLECTIVE?**

Oui. Si vous êtes membre de l'un des groupes et que vous en faites la demande, le Tribunal pourrait vous permettre d'intervenir dans la procédure judiciaire s'il juge votre intervention utile à l'un des groupes. Si vous intervenez, vous pourriez être interrogé à la demande des Défenderesses et éventuellement devoir assumer des frais de justice. Si vous n'intervenez pas, vous ne pourrez pas être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du *Code de procédure civile*)



## INFORMATIONS

Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur l'action collective et consulter les actes de procédures résumés dans le présent avis en consultant le *Registre des actions collectives de la Cour supérieure du Québec*, que vous trouverez en ligne au lien suivant :

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDossier=500-06-001024-195>

La référence du dossier est la suivante : *F.N., J.OZ. et R.G. c. Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. et Epic Games International S.A.R.L.*, No 500-06-001024-195, Cour supérieure du Québec, district de Montréal.

Bien que l'inscription aux groupes ne soit nécessaire qu'à l'étape des réclamations, vous pouvez vous inscrire dès maintenant sur la liste de membres des groupes en remplissant le formulaire disponible à l'adresse suivante : <https://www.calexboutique.com/action-collectives>. **ATTENTION** : Le contenu de ce site web est rédigé par les avocats des Demandeurs et n'a pas été approuvé par la Cour supérieure du Québec.

De plus, votre inscription ne constitue pas une réclamation et toute réclamation sera assujettie à la procédure approuvée ou ordonnée par la Cour, le cas échéant.

Vous pouvez communiquer avec les avocats des Demandeurs aux coordonnées suivantes:

**CaLex Légal Inc.**

1625 rue Sainte-Catherine O. Bureau 300

Montréal (Québec) H3H 1L8

Téléphone : (514) 548 3023, poste 2

Télécopieur : (514) 846 8844

Courriel: [jpc@calex.legal](mailto:jpc@calex.legal)

Site(s) Web: [www.calexboutique.com/action-collectives](http://www.calexboutique.com/action-collectives)

## LES PROCHAINES ÉTAPES

Le jugement d'autorisation est une étape purement procédurale et préliminaire qui permet de débiter l'action collective. Ce jugement ne décide d'aucune façon de la responsabilité des Défenderesses. Les allégations des Demandeurs n'ont pas été prouvées. Les Défenderesses nient toute responsabilité et feront valoir leurs moyens de défense au procès.

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du *Code de procédure civile*)



C'est à la suite de ce procès, qui aura lieu dans le district de Montréal, que la Cour décidera si les Défenderesses doivent être condamnées à indemniser les membres des groupes et, si c'est le cas, quel montant sera versé par les Défenderesses.

Si des dommages sont accordés, la Cour déterminera le montant qui devra être déduit pour payer les honoraires des avocats des Demandeurs (décrits plus bas).

**Pour ce faire, la Cour répondra aux questions suivantes :**

**Quant au Groupe 1 :**

- a) Les Défenderesses ont-elles développé, fabriqué, publié, mis en marché et commercialisé un produit dangereux et nocif pour la santé des membres?
- b) Les Défenderesses avaient-elles connaissance ou étaient-elles présumées avoir connaissance des risques et dangers, s'il y en existe, associés à l'utilisation de Fortnite par les membres?
- c) Les Défenderesses ont-elles omis ou négligé de divulguer aux membres les risques et danger associés, s'il y en existe, à l'utilisation de Fortnite?
- d) Les membres connaissaient-ils ou étaient-ils en mesure connaître les risques et dangers, s'il y en existe, associés à l'utilisation de Fortnite?
- e) Les Défenderesses ont-elles fourni aux membres toutes les indications nécessaires afin de les protéger contre les risques et dangers, s'il y en existe, associés à l'utilisation de Fortnite?
- f) En passant sous silence les risques et dangers, s'il y en existe, associés à l'utilisation de Fortnite par les membres, les Défenderesses ont-elles commis une pratique interdite au sens de l'article 215 de la *Loi sur la protection du consommateur*?
- g) Les Défenderesses ont-elles, par leur stratégie marketing et publicitaire, tenté de banaliser ou de nier les risques et les dangers, s'il y en existe, associés à l'utilisation de Fortnite?
- h) Les Défenderesses ont-elles, par leur attitude insouciante et téméraire, porté atteinte aux droits à la vie, à la sécurité et à l'inviolabilité des membres selon la *Charte des droits et libertés de la personne*?
- i) Les Demandeurs et les membres ont-ils droit à des dommages punitifs en vertu de la *Charte* ou de la *LPC*?

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du *Code de procédure civile*)



- j) La responsabilité des Défenderesses à l'égard des Demanderesses et des membres est-elle conjointe et solidaire?

**Quant au Groupe 2 :**

- a) Y-a-t-il une disproportion considérable entre les prestations respectives des parties à l'achat de « skins » ou autres articles virtuels par des mineurs?
- b) Le consentement des membres du Groupe 2 a-t-il été vicié par la lésion, s'il y en existe, par l'utilisation des V-Bucks?

**LES CONCLUSIONS RECHERCHÉES PAR L'ACTION COLLECTIVE**

**ACCUEILLIR** la demande introductive d'instance d'une action collective des demandeurs;

**CONDAMNER** les Défenderesses conjointement et solidairement à payer aux demandeurs des dommages et intérêts à être évalués par le Tribunal avec intérêts depuis la date de signification de la présente demande ainsi que l'indemnité additionnelle de prévue à l'article 1619 C.c.Q.;

**CONDAMNER** les Défenderesses solidairement à payer aux demandeurs des dommages punitifs à être évalués par le Tribunal;

**DÉCLARER** la nullité de tous les achats intégrés de V-Bucks effectués par les enfants des demandeurs alors qu'ils étaient âgés de moins de 18 ans et **CONDAMNER** les défenderesses à la restitution aux demandeurs de l'ensemble des prestations versées dans le cadre de ces achats, avec les intérêts et l'indemnité additionnelle depuis la date de signification de la présente demande;

**CONDAMNER** les Défenderesses à payer aux demandeurs des dommages punitifs à être évalués par la Cour;

**CONDAMNER** les défenderesses conjointement et solidairement à payer à chacun des membres du Groupe 1 des dommages et intérêts à être évalués par le Tribunal, avec intérêts et l'indemnité additionnelle depuis la date de signification de la présente demande;

**DÉCLARER** la nullité de tous les achats intégrés de V-Bucks effectués par les enfants membres du Groupe 2 et **CONDAMNER** les défenderesses à la restitution aux membres du Groupe 2 de l'ensemble des prestations versées dans le cadre de ces achats, avec

AVIS D'ACTION COLLECTIVE  
(selon l'article 579 du *Code de procédure civile*)



les intérêts et l'indemnité additionnelle depuis la date de signification de la présente demande;

**CONDAMNER** les défenderesses à payer aux membres des Groupes 1 et 2 les dommages punitifs à être évalués par la Cour;

**LE TOUT, AVEC LES FRAIS, INCLUANT LES FRAIS POUR LA PUBLICATION D'AVIS.**

**Y-A-T-IL DES FRAIS POUR LES MEMBRES D'UNE ACTION COLLECTIVE?**

Non. Les avocats seront payés à partir des sommes qui pourraient être recouvrées dans le cadre de l'action collective, s'il y a lieu. Le Tribunal décidera du caractère raisonnable des honoraires des avocats des Demandeurs qui ne pourront excéder 30% des sommes, le cas échéant, recouvrées par jugement ou par règlement hors cour.

En cas de succès, les Demandeurs demanderont au tribunal de condamner les Défenderesses à payer les honoraires et frais de ses avocats, en plus des sommes réclamées par les membres des groupes. Le Tribunal pourra toutefois ordonner que les honoraires et frais d'avocats soient payés à même les montants octroyés pour compenser les dommages des membres, s'il en est.

De plus, si vous n'intervenez pas dans la présente action collective, vous ne pouvez pas être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

La publication de cet avis a été approuvée par la Cour supérieure du Québec.

**AVIS D'ACTION COLLECTIVE**  
(selon l'article 579 du *Code de procédure civile*)



## NOTICE OF A CLASS ACTION

Court Number: 500-06-001024-195

Published on [●]

---

Have you or your minor child developed an addiction to the video game Fortnite:  
Battle Royale in Québec?

AND/OR

Did you while you were under the age of 18 years or did your minor child make an  
in-game purchase in Fortnite using V-Bucks in Québec?

If so, you may be a part of a class action.

---

### THE CLASS ACTION

On December 7, 2022, the Superior Court of Québec (the “**Court**”) authorized the filing of a class action against Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. and Epic Games International S.À.R.L. (the “**Defendants**”) and appointed F.N. (legal tutor of the minor L.N.), J.OZ. and R.G. as representatives of the classes hereinafter described (the “**Plaintiffs**”). The class action will be heard in the judicial district of Montréal.

The Plaintiffs seek compensatory and punitive damages in an amount to be determined for themselves and all members of the classes described below.

**The judgment authorizing the class action may have an impact on your rights, whether or not you act. Those rights – and the deadline to exercise them – are explained in this notice. Please read it carefully.** The authorization judgment does not in any way determine the liability of the Defendants. The Plaintiffs’ allegations have not been proven. The Defendants deny liability and will assert their defences at trial.

NOTICE OF A CLASS ACTION  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



**CONTENT OF THE FOLLOWING NOTICE**

WHY WAS THIS NOTICE ISSUED?..... 3

WHAT IS THIS LAWSUIT ABOUT? ..... 3

HOW CAN I KNOW IF I AM A MEMBER OF ONE OF THE CLASSES? ..... 4

I'M STILL NOT SURE IF I'M INCLUDED ..... 5

YOUR RIGHTS REGARDING THE CLASS ACTION ..... 5

    First choice: do nothing..... 5

    Second choice: exclude yourself ..... 6

CAN I INTERVENE IN THE PROCEDURE OF THIS CLASS ACTION? ..... 7

INFORMATION ..... 7

THE NEXT STEPS..... 8

THE CONCLUSIONS SOUGHT BY THE CLASS ACTION ..... 9

ARE THERE ANY FEES FOR THE MEMBERS OF THE CLASS ACTION? ..... 10

**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



### WHY WAS THIS NOTICE ISSUED?

On December 7, 2022, the Court authorized the filing of a class action against the Defendants and appointed the Plaintiffs as class representatives. The class action will be heard in the judicial district of Montréal.

This notice explains how a class action works, who qualifies as a member of the classes, and what your rights are.

### WHAT IS THIS LAWSUIT ABOUT?

The Plaintiffs allege that the Defendants committed faults with respect to the development, manufacture, publication, marketing and commercialization of Fortnite: Battle Royale ("**Fortnite**"), and, as a result, the Plaintiffs assert claims under the *Civil Code of Québec*, the *Consumer Protection Act* and the *Charter of Human Rights and Freedoms*.

Firstly, the Plaintiffs allege that Fortnite causes adverse health effects, that is, the risk of addiction. The Plaintiffs claim that the Defendants knew or should have known of an alleged increased risk of addiction created by Fortnite. Additionally, the Plaintiffs claim that the Defendants failed and/or neglected to disclose alleged risks and dangers associated with the use of Fortnite.

Secondly, the Plaintiffs allege that in-game purchases in Fortnite made using "V-Bucks" constitutes lesion, as V-Bucks are used to purchase "skins" (i.e., accessories for Fortnite characters), which the Plaintiffs allege have no tangible value. The Plaintiffs allege that in-game purchases made using V-Bucks by minors should be cancelled and reimbursed.

Specifically, this class action seeks a judgment ordering the Defendants to pay each of the class members an amount to be determined as damages, as well as punitive damages.

### WHY IS THIS LAWSUIT A CLASS ACTION?

The class action was brought by the Plaintiffs on behalf of all members of the classes described below.

In a class action, one or more persons called the "Class Representative(s)" bring a lawsuit on behalf of all those who have suffered a similar injury and are referred to as a "Class". The Plaintiffs in this case therefore represent all class members in Québec.

NOTICE OF A CLASS ACTION  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



A class action allows the courts to decide the case for all class members, except for those who wish to exclude themselves from the proceedings.

**HOW CAN I KNOW IF I AM A MEMBER OF ONE OF THE CLASSES?**

This class action has been authorized on behalf of people belonging to the following classes:

**Class 1.** *All natural persons and/or their legal representatives and/or their legal tutors, domiciled or having been domiciled in Québec, who since September 1, 2017, have developed, after having played the video game "FORTNITE BATTLE ROYALE" developed, manufactured, published, marketed and commercialized by the Defendants, an addiction, that is, impaired control over gaming and/or a prioritization thereof, having had harmful repercussions on any of the following spheres of activity:*

- a. personal activities;*
- b. family activities;*
- c. social activities;*
- d. educational activities;*
- e. professional activities; or*
- f. other important areas of functioning.*

**Class 2.** *All natural persons domiciled or having been domiciled in Québec, who while they were under the age of 18 years, made in-game purchases using V-BUCKS, and/or their legal tutors or legal representatives.*

You are a class member if all of the following conditions of either Class 1 or Class 2 apply to you:

CLASS 1
(1) You are a natural person; AND/OR You are the legal representative and/or the legal tutor of the natural person;
(2) You are domiciled or were domiciled in Québec;
(3) You play or have played Fortnite: Battle Royale;

CLASS 2
(1) You are a natural person; AND/OR You are the legal representative and/or the legal tutor of the natural person;
(2) You are domiciled or were domiciled in Québec;
(3) You, or the minor of whom you are the legal representative and/or legal

**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



(4) You have developed an addiction to Fortnite, that is, impaired control over gaming and/or a prioritization thereof, having had harmful repercussions on any of the following spheres of activity: personal activities, family activities, social activities, educational activities, professional activities or other important areas of functioning.

tutor, made in-game purchases in Fortnite using V-Bucks;

(4) The in-game purchases in Fortnite using V-Bucks were made when you were a minor (i.e., under 18 years of age) or were made by the minor of whom you are the legal representative and/or legal tutor while they were under 18 years of age.

**I'M STILL NOT SURE IF I'M INCLUDED**

If you are still unsure whether or not you are included in one of the classes or for any other question, you can call (514) 548-3023 or consult the website [www.calexboutique.com](http://www.calexboutique.com).

**YOUR RIGHTS REGARDING THE CLASS ACTION**

You are automatically included in the class action if you are a member of one of the classes described above. You therefore have nothing to do for the moment if you wish to be represented by the Plaintiffs and their lawyers in this class action.

Thus, if you are a part of this class action, you have two choices:

**First choice: do nothing**

If you choose to do nothing:

1. You renounce your right to sue the Defendants personally for these causes of action;
2. You are bound by the judgments (including dismissal of the class action) or settlements to be rendered in the context of this class action;

**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



3. You may receive compensation if the Court grants the class action or if a settlement is reached with the Defendants.

**Second choice: exclude yourself**

If you choose to exclude yourself:

1. You keep your right to sue the Defendants personally;
2. You will not be bound by the judgments or settlements to be rendered in the context of this class action;
3. You will not receive compensation if the Court awards damages in the class action or if a settlement is reached with the Defendants.

If you do not want to be represented by the Plaintiffs, you can exclude yourself from this class action by sending a **notice to the Clerk of the Superior Court of Québec, District of Montréal** by registered or certified mail within 30 days of the publication of this notice, which was published on [●].

The signed notice must contain the following information:

- The file number of the class action: 500-06-001024-195;
- Your name and last name as well as your address and phone number;
- A declaration to the effect that you wish to exclude yourself from the class action.

The notice must be sent to the following address, with a copy to CaLex Légal Inc., lawyers of the Plaintiffs:

**Clerk of the Superior Court of Québec**

File: 500-06-001024-195  
Montréal Courthouse  
1 Notre Dame Street E., Office 1.120  
Montréal (Québec) H2Y 1B6

**CaLex Légal Inc.**

1625 Sainte-Catherine Street W., Office 300  
Montréal (Québec) H3H 1L8  
E-mail: [jpc@calex.legal](mailto:jpc@calex.legal)

**WARNING:** Please note that any class member who has already filed an individual suit against the Defendants on the same basis is deemed excluded from the classes unless he or she withdraws his/her individual originating application within 30 days of the publication of this notice, which was published on [●].

NOTICE OF A CLASS ACTION  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



**CAN I INTERVENE IN THE PROCEDURE OF THIS CLASS ACTION?**

Yes. If you are a member of one of the classes and you request it, the Court may let you intervene in the class action if it determines that your intervention would be useful to one of the classes. If you intervene, however, you could be examined at the request of the Defendants and be liable for legal costs. If you do not intervene, you cannot be held liable for any legal costs regarding this class action.

**INFORMATION**

You can obtain more information on the class action and consult the proceedings summarized in this notice by consulting the *Registre des actions collectives de la Cour supérieure du Québec*, which you will find online at the following link:

<https://www.registredesactionscollectives.Quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDossier=500-06-001024-195>

The reference of the file is the following:

*F.N., J.OZ. et R.G. c. Epic Games Canada ULC, Epic Games Inc. et Epic Games International S.A.R.L., No 500-06-001024-195*, Superior Court of Québec, District of Montréal.

Although registration in the class action is not necessary at this stage, you can still register right now by filling out the form at the following address: <https://www.calexboutique.com/class-actions>. **WARNING:** the content of this website is written by the Plaintiffs' attorneys and has not been approved by the Superior Court of Québec.

Moreover, your registration does not constitute a claim and any claim will subject to the procedure, if any, the Court approves or orders.

You may communicate with the lawyers of the Plaintiffs at the following coordinates:

**CaLex Légal Inc.**  
1625 Sainte-Catherine Street W., Office 300  
Montréal (Québec) H3H 1L8  
Phone: (514) 548 3023, poste 2  
Fax: (514) 846 8844  
E-mail: [jpc@calex.legal](mailto:jpc@calex.legal)  
Website: <https://www.calexboutique.com/class-actions>

**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



**THE NEXT STEPS**

The authorization judgment is a purely procedural and preliminary step which allows the class action to begin. This judgment does not in any way determine the liability of the Defendants. The Plaintiffs' allegations have not been proven, and the Defendants deny liability and will assert their defences at trial.

It is following this trial, which will take place in the District of Montréal, that the Court will decide whether the Defendants are liable, if they should be ordered to compensate the class members and, if so, what amount will be paid by the Defendants.

If damages are ordered, the Court will then determine what amount must be deducted to pay the fees of the Plaintiffs' lawyers (described below).

**To do so, the Court will answer the following questions:**

**As to Class 1:**

- a) Did the Defendants develop, manufacture, publish, commercialize, and market a product that is dangerous and harmful to the health of the class members?
- b) Did the Defendants know or were they presumed to know of the risks and dangers, if there are any, associated with the use of Fortnite by class members?
- c) Did the Defendants fail or neglect to disclose to the class members the risks and dangers, if there are any, associated with the use of Fortnite?
- d) Did the class members know or were they in a position to know the risks and dangers, if there are any, associated with the use of Fortnite?
- e) Did the Defendants provide the class members with all the necessary information to protect them from the risks and dangers, if there are any, associated with the use of Fortnite?
- f) By failing to disclose the risks and dangers, if there are any, associated with the use of Fortnite by the class members, have the Defendants committed a prohibited practice within the meaning of section 215 of the *Consumer Protection Act*?
- g) Did the Defendants, through their marketing and advertising strategy, attempt to trivialize or deny the risks and dangers, if there are any, associated with the use of Fortnite?

**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



- h) Did the Defendants, with a cavalier and reckless attitude, violate the class members' right to life, security and inviolability under the *Charter of Human Rights and Freedoms*?
- i) Are the Plaintiffs and the class members entitled to punitive damages under the *Charter of Human Rights and Freedoms* or the CPA?
- j) Is the liability of the Defendants towards the Plaintiffs and the class members solidary?

**As to Class 2:**

- a) Is there a serious disproportion between the respective prestations of the parties when skins or other virtual items are purchased by minors?
- b) Was the consent of the class members of Class 2 vitiated by lesion, if any, caused by the use of V-Bucks?

**THE CONCLUSIONS SOUGHT BY THE CLASS ACTION**

**GRANT** the Plaintiffs' Originating Application to Institute a Class Action;

**CONDEMN** the Defendants solidarily to pay the Plaintiffs damages to be assessed by the Court with interest from the date of service of this application as well as the additional indemnity of article 1619 C.C.Q;

**CONDEMN** the Defendants solidarily to pay to the Plaintiffs punitive damages to be assessed by the Court;

**DECLARE** null and void all in-game purchases of V-BUCKS made by the Plaintiffs' children when they were under the age of 18 years and **CONDEMN** the Defendants to make restitution to the Plaintiffs for all prestations paid as part of these purchases, with interest and the additional indemnity from the date of service of this application;

**CONDEMN** the Defendants to pay to the Plaintiffs punitive damages to be assessed by the Court;

**CONDEMN** the Defendants solidarily to pay to each of the members of Class 1 damages to be assessed by the Court, with interest and the additional indemnity from the date of service of this present application;

**DECLARE** null and void all in-game purchases of V-BUCKS made by the children member of Class 2, and **CONDEMN** the Defendants to make restitution to the members

**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)



of Class 2 for all prestations paid as part of these purchases, with interest and the additional indemnity from the date of service of this application

**CONDEMN** the Defendants to pay to the members of Classes 1 and 2 punitive damages to be assessed by the Court;

**THE WHOLE WITH COSTS, INCLUDING COSTS TO PUBLISH NOTICES TO THE CLASS MEMBERS.**

**ARE THERE ANY FEES FOR THE MEMBERS OF THE CLASS ACTION?**

No. The lawyers will be paid directly from the sums recovered in the class action, if any. The Court will decide on the reasonability of the lawyers' fees which cannot exceed 30% of the total sums, if any, recovered either by judgment or by an out-of-court settlement.

In the event the class action is successful, the Plaintiffs will ask the Court to condemn the Defendants to pay the legal costs of their lawyers, in addition to the sums awarded to the class members. The Court could, however, order that the lawyers be paid directly from the sums awarded to class members.

If you do not intervene in the present class action, you cannot be held liable to pay any legal costs associated with the class action.

The publication of this notice has been approved by the Court.

**NOTICE OF A CLASS ACTION**  
(Article 579 of the Code of Civil Procedure)

